

Un trou de 1,9 milliard dans le budget belge

De nouvelles estimations du comité de monitoring montrent un dérapage budgétaire. Une mauvaise nouvelle pour le futur gouvernement.

PIETER BLOMME

Les ministres des Finances de l'Union ont formalisé vendredi la fin de la procédure en déficit excessif visant la Belgique. Ne croyez pourtant pas que notre pays peut se permettre des folies budgétaires. Au contraire. Le futur gouvernement fédéral risque fort de devoir composer avec une épure budgétaire difficile.

En avril, le gouvernement Di Rupo, en fin de mandat, avait encore réalisé un petit contrôle budgétaire, prévoyant quelques nouvelles dépenses et un «buffer» de quelque 80 millions d'euros. Mais celui-ci ne sera pas suffisant.

Nous sommes à peine trois mois plus tard. Mais d'après des chiffres provisoires du comité de monitoring — un groupe d'experts qui suit de près l'évolution des comptes publics —, le budget a dérapé de 1,86 milliard d'euros. La faute essentiellement à de mauvaises rentrées fis-

cales.

L'Etat belge a aussi dû payer, de manière inattendue, quelque 600 millions suite à des décisions judiciaires défavorables. L'ISI (l'Inspection spéciale des impôts) a ainsi perdu deux affaires au profit de GDF Suez, ce qui a coûté près de 500 millions. Mais ces péripéties judiciaires n'expliquent pas tout. La conjoncture a également été plus faible qu'attendu. Conséquences: les re-

cettes TVA, les versements anticipés, et le précompte des entreprises ont été moins bons.

Dans les cercles gouvernementaux, on souligne qu'il s'agit d'une estimation provisoire et que la situation pourrait encore s'améliorer en cours d'année. Mais il semble peu probable que la situation puisse être totalement rétablie.

Alors que le déficit de l'entité fédérale était encore prévu à 2,2% il y a trois mois, celui-ci s'élèverait à 2,7%, soit une différence de près de 1,9 milliard. Sans tenir compte de l'impact de la conjoncture et de facteurs uniques, c'est 1,3 milliard d'euros qui doit encore être trouvé cette année.

Mais problème, en l'absence de gouvernement, prendre de nou-

velles mesures d'économies est impossible. Les chiffres du comité de monitoring résonnent donc aussi comme une pression supplémentaire sur les négociateurs pour qu'un exécutif soit formé rapidement...

D'autant que l'année prochaine ne s'annonce pas rose. Selon des estimations du même comité de monitoring, ce sont 6 milliards d'euros d'économies et/ou de nouvelles recettes qui doivent être trouvées afin de respecter l'objectif budgétaire. Et cet objectif est un déficit structurel de 1,1% (ou 4,3 milliards d'euros).

Etant donné l'ampleur des chiffres, il n'est pas exclu que le prochain gouvernement choisisse d'étaler les efforts sur plusieurs années.

Le comité de monitoring, dans son rapport, part toutefois du principe que les objectifs, tels que définis avec la Commission européenne, seront honorés. Reste à voir ce que fera le prochain gouvernement. On sait que la N-VA est par exemple favorable à un retour à l'équilibre budgétaire en 2018, un an plus tard que prévu.

Vendredi, le ministre du Budget Olivier Chastel a en tout cas reconnu qu'il y avait encore du pain sur la planche en matière budgétaire.